

## Chapitre 5 Les transformations de l'espace social

Ce chapitre a pour objet la transformation de l'espace social décrit à partir de deux dimensions universelles dans les sociétés contemporaines : l'allocation inégale des ressources et la différenciation d'univers spécialisés.

Un capital est une ressource matérielle ou humaine objectivée, notamment par la mesure et le droit<sup>1</sup>. Ainsi, l'objectivation du capital social par les réseaux sociaux est liée à la mesure du nombre d'« amis » ; la notion de capital économique n'est pas dissociable d'un appareil juridique : “*Fundamentally, capital is made from two ingredients: an asset, and the legal code*”<sup>2</sup>. Je propose d'étendre la liste des capitaux en introduisant, outre le capital militaire défini au chapitre 2, le capital identitaire. Comme les ressources économiques, sociales ou culturelles, l'identité a les propriétés d'un capital, même si son caractère est collectif et que l'accumulation fait ici moins sens que la position dans un système hiérarchique<sup>3</sup>. En effet, les identités (régionales, ethniques, religieuses, le genre ou l'âge) ne sont pas seulement des principes d'affiliation sociale, des catégories de description ethnographique ou de perception populaire. Elles signalent un rang dans l'accès aux différentes ressources - souvent contrôlées par l'État - dans le cadre d'une compétition ou d'une collaboration inégalitaire entre groupes. Le capital identitaire renvoie ainsi à la capacité de faire usage d'une affiliation ou d'une appartenance sociale pour accéder à des ressources dans un système hiérarchique qui constitue un *régime identitaire*. Parce qu'il est objectivé, un capital devient convertible<sup>4</sup>. Le capital social est ainsi utilisable pour calculer un taux d'emprunt aux Etats-Unis par exemple. De même, on peut parler d'un capital corporel, dont la valeur économique est de plus en plus calculable par des algorithmes, notamment par les assurances.

La différenciation de domaines d'activité relativement autonomes constitue l'un des objets d'étude les plus centraux des sciences sociales.. Qu'elle soit pensée en termes de « différenciation sociale des fonctions » et de « division du travail social » (Durkheim), de « désencastrement » (Polanyi) de « sphères d'activité » (Weber), de « mondes » (Becker et

---

<sup>1</sup> Bourdieu a introduit l'idée qu'une société se caractérise par l'allocation de différentes espèces de capital, chacune accumulable au sein d'un champ spécifique, Pierre Bourdieu, *La distinction*, Paris, Ed. de Minuit, 1979.

<sup>2</sup> Katharina Pistor, *The Code of Capital*, Princeton University Press, 2019, p. 2.

<sup>3</sup> En proposant le concept de capital identitaire, je cherche notamment à me distancier du terme de « race » qui n'implique, au moins chez les chercheurs, aucun racisme, mais qui empêche de penser un phénomène plus général que l'ethnicité et qui, de plus, représente l'adoption sans retour réflexif d'une catégorie émique américaine, Gilles Dorransoro et Olivier Grojean (dir.), *Identités et politique : de la différenciation culturelle au conflit*, Paris, Presses de Sciences-po, 2014.

<sup>4</sup> Les conversions successives de capitaux définissent un circuit de conversion. Celui-ci peut impliquer des acteurs collectifs ou individuels, ainsi que des délais significatifs entre chaque conversion, par exemple quand une famille investit financièrement pour que ses enfants acquièrent un capital scolaire.

Strauss), de « champs » (Bourdieu), de « sous-univers » (Berger et Luckmann) ou de « systèmes » (Luhman). Je retiens le terme de « champ » pour désigner un système d'interactions autour des mêmes enjeux entre acteurs collectifs et individuels (par exemple le champ littéraire), celui de « sphère d'activité » pour une catégorie d'interaction avec ses règles et ses ressources particulières (par exemple la sphère économique), celui de « monde » pour les interactions d'un ensemble composite d'acteurs individuels et collectifs engagés dans un faisceau d'activités (par exemple le monde de l'art). À la suite de Bernard Lahire, je fais par ailleurs la distinction entre l'autonomie-spécificité d'un champ, correspondant à la progressive spécialisation de divers microcosmes sociaux, et l'autonomie-indépendance, soit la « *conquête d'indépendance de ces microcosmes à l'égard des logiques et des pouvoirs qui leur sont extérieurs* »<sup>5</sup>. En effet, si toutes les sociétés contemporaines connaissent une spécialisation des univers sociaux, leur degré d'autonomie-indépendance est fonction de leur organisation politique<sup>6</sup>. Ainsi, les sociétés du Nord donnent à voir une autonomie-indépendance plus forte des champs que les régimes autoritaires ou à parti unique caractérisés par la présence d'institutions « transversales » (appareil de sécurité, parti unique) qui facilitent la circulation des élites entre différents univers sociaux. La structure de l'espace social varie considérablement entre une société gouvernée par un parti unique s'appuyant sur des institutions répressives et une société avec un champ politique concurrentiel, des élites internationalisées et une économie de marché.

Quelles sont maintenant les transformations provoquées par une guerre civile ? J'aborderai trois dimensions : la réorganisation des champs (1), la variation de la valeur des capitaux (2), la (re)définition des groupes sociaux (3).

### *La division de l'espace social*

Les guerres civiles ont plusieurs conséquences sur l'organisation de l'espace social. Les champs se divisent entre les différents les ordres sociaux, ce qui entraîne la transformation de leurs équilibres internes. Prenons l'exemple du champ religieux afghan dans les années 1980. D'un côté, le régime communiste installe un contrôle étroit des religieux dans les zones gouvernementales en fonctionnant les oulémas sur le modèle soviétique d'un islam

---

<sup>5</sup> Bernard Lahire, *Monde pluriel. Penser l'unité des sciences sociales*, Paris, Seuil, 2012, p. 63.

<sup>6</sup> Pour un cas d'étude, voir Gilles Dorronsoro et Benjamin Gourisse, « Le champ du pouvoir dans une configuration à faible autonomie des champs : la République de Turquie (1923-1945) », in *La domination politique. Une analyse relationnelle*, Paris, Karthala, 2022, pp. 39-64.

quiétiste. De l'autre, la porosité entre les champs politique et religieux au sein de l'insurrection permet aux oulémas d'avoir un quasi-monopole sur la direction des mouvements politico-militaires<sup>7</sup>. En Ethiopie, la guerre civile de 2020-22 a créé de fortes tensions entre l'église orthodoxe nationale et le clergé tigréen<sup>8</sup>. De même, le marché économique national peut se réorganiser autour de nouveaux espaces, notamment si les frontières internationales deviennent plus poreuses que les frontières internes, la redirection des flux allant avec la formation de nouveaux réseaux commerçants. Dans le champ culturel, on observe soit la disparition des institutions, en général du côté de l'insurrection, soit la mise en place d'institutions concurrentes dans les espaces contrôlés par les différentes parties en conflit. Dans le cas du Liban Candice Raymond montre ainsi un éclatement du champ académique.

#### L'éclatement du champ académique libanais Candice Raymond<sup>9</sup>

L'impact de la guerre civile sur le paysage institutionnel varie fortement d'une configuration historique à l'autre. Dans certains cas, la division politique du territoire et les fractures du corps social trouvent une traduction institutionnelle prenant la forme d'un éclatement et d'une fragmentation des institutions publiques existantes. Cela se produit par exemple au Liban, où chacune des facultés beyrouthines de l'université publique nationale, l'Université Libanaise, fut subdivisée en deux sections situées à l'Est et à l'Ouest de la capitale dès la seconde année de la guerre de 1975-1990, au motif de la dégradation des conditions de sécurité. Ce mouvement de division, épousant les clivages politico-communautaires du moment, s'est poursuivi tout au long de la guerre avec la création de nouvelles sections de chaque faculté dans les différentes régions du pays. Il entraîna une hausse massive des effectifs étudiants et une vague sans précédent de recrutements universitaires, décidés sur la base des influences politiques pesant localement sur chacune des sections. Cette subdivision institutionnelle eut dès lors des effets multiples sur la morphologie du corps enseignant et les rapports intergénérationnels entre universitaires, sur les conditions d'accès à l'emploi et aux financements, sur la gestion des carrières, sur l'organisation des échanges entre membres de la profession, etc.

Ces créations ou ces pratiques institutionnelles pilotées par les acteurs politiques parties au conflit, lorsqu'elles sont calquées sur les lignes de fracture issues de la polarisation politique, contribuent à redessiner la cartographie des réseaux transprofessionnels articulant mondes savants ou mondes l'art, et partant les circuits de circulation des ressources. Être recruté, par exemple, dans telle université ou dans telle autre ouvre l'accès des universitaires à telle maison d'édition, tel journal ou telle revue mais le ferme à d'autres. Pour un artiste, bénéficier d'un financement de telle fondation ou de tel mécène permet d'exposer dans telle galerie et non dans telle autre. Les transformations institutionnelles ont aussi des effets structurels sur les hiérarchies sociales et clivages internes aux champs de production culturelle. Plus généralement, lorsqu'une guerre civile donne lieu à des créations ou à des démultiplications

<sup>7</sup> Gilles Dorronsoro, « Dynamiques entre champs religieux et politique. Le cas de l'Afghanistan », *Purusartha*, Vol. 30, 2012.

<sup>8</sup> Entretien à Axum (Ethiopie), février 2024. La même remarque tiendrait pour les églises orthodoxes ukrainiennes, révélant la dynamique de guerre civile à l'intérieur de ce conflit interétatique.

<sup>9</sup> Candice Raymond, « Producteurs culturels et politisation de la culture en situation de guerre civile », Colloque Social Dynamics of civil Wars, Paris, octobre 2021.

institutionnelles, les barrières à l'entrée du champ tendent à s'affaiblir, permettant l'afflux de nouveaux entrants et/ou l'immixtion plus forte des profanes. Au final, si dans la plupart des cas on peut supposer que la transformation brutale du paysage institutionnel puisse entraîner l'éclatement des champs préalablement constitués, il se peut aussi que de nouveaux champs se forment à la faveur des créations institutionnelles. Ainsi, au Liban, la naissance de pôles universitaires régionaux, la constitution d'associations culturelles locales et la création de fondations mécènes par les leaders politiques du cru ont permis que se constituent des sous-champs à l'échelle de certaines régions du pays jusque-là en marge des champs culturels centrés sur la capitale, par exemple dans la ville de Tripoli.

L'espace social tend à se polariser à partir de positions politiques, d'où une perte d'autonomie des univers spécialisés et une perte de crédibilité des institutions. On observe la requalification politique de l'ensemble des activités sociales auparavant perçues comme relevant de sphères d'activité distinctes, par exemple économique ou religieuse<sup>10</sup>. Cette requalification politique entraîne tendanciellement la disparition des espaces neutres (ou neutralisés) où se rencontrent des individus professant des opinions opposées. De ce point de vue, les phénomènes charismatiques opèrent le brouillage des frontières entre les sphères d'activité. Par exemple, le charisme de mollah Omar a permis aux Taliban, une organisation politique, de mobiliser des ressources propres au champ religieux.

La dynamique de la crise produit ou accentue un isomorphisme, une similitude structurelle, entre l'espace des positions au sein des champs. En effet, les mêmes critères de classement (de proximité ou d'opposition) sont utilisés pour définir l'espace des positions dans différents champs. Bourdieu n'hésite d'ailleurs pas à mobiliser l'analogie avec les guerres civiles dans son analyse de la crise de Mai 1968 où se repèrent certains phénomènes proches : « [...] *la crise tend à substituer la division en camps clairement distincts (selon la logique de la guerre civile) à la distribution continue entre deux pôles et à toutes les appartenances multiples, partiellement contradictoires, que la séparation des espaces et des temps permet de concilier*<sup>11</sup>. » Par exemple, le champ culturel donne à voir un alignement des producteurs culturels sur les clivages politiques qu'ils contribuent par ailleurs à produire et à radicaliser. Les enjeux politiques deviennent le principe explicatif des positions dans une logique de radicalisation. Les guerres civiles démentent ainsi l'idée que la « culture » favoriserait une

---

<sup>10</sup> Au sens de « *requalification des activités sociales les plus diverses, requalification qui résulte d'un accord pratique entre des agents sociaux enclins, pour de multiples raisons, à transgresser ou à remettre en cause la différenciation des espaces d'activité* ». Jacques Lagroye, « Les processus de politisation », in Jacques Lagroye (dir.), *La politisation*, Paris, Belin, 2003, p. 360.

<sup>11</sup> Pierre Bourdieu, *Homo academicus*, Paris, Editions de Minuit, 1984, p. 235.

diminution des tensions sociales ou de la conflictualité ; la radicalité des discours semble, au contraire, un trait assez fréquent des producteurs culturels au sens large.

L'autonomie-indépendance déclinante des institutions, notamment judiciaires et sécuritaires, a pour effet de diminuer la capacité régulatrice de l'Etat en détruisant la confiance du public, au moins de la partie ciblée par la répression. Certaines techniques légales comme l'état d'urgence installent des procédures extraordinaires qui limitent l'indépendance du judiciaire. Ainsi, les régions kurdes de Turquie ont vécu, depuis le début de la république, pratiquement la moitié du temps sous un régime d'exception et les élus kurdes, particulièrement depuis les années 2000, ont été victimes de harcèlement judiciaire avec, par exemple, plusieurs dizaines d'enquêtes ouvertes contre un maire avec pour objectif de paralyser son activité.

Cependant, ces processus dépendent étroitement du niveau de spécialisation et d'autonomie-indépendance des champs : le champ scientifique en physique ou en mathématique n'est pas soumis à la perte d'autonomie qui affecte, par exemple, le champ journalistique ou culturel. De plus, le degré de spécialisation et d'autonomie-indépendance des champs est différent d'une société à l'autre. Ainsi, le très faible niveau d'autonomie du champ juridique en Syrie avant-guerre limite, de ce point de vue, les effets de la guerre civile, ce qui contraste avec la situation en Turquie où la perte d'autonomie est flagrante à partir des années 1980, comme conséquence à la fois du coup d'Etat et de la guerre civile dans les régions kurdes. A l'inverse, le cas colombien montre un champ judiciaire en lutte pour conserver son indépendance, ce qui s'explique par le profil social des juges, qui appartiennent à la bourgeoisie colombienne et jouissent des ressources sociales nécessaires pour s'opposer dans une certaine mesure aux pressions politiques ou criminelles<sup>12</sup>. Une des stratégies pour contrer la polarisation, qui peut s'observer au sein même des guerres civiles, est d'affirmer l'autonomie des sphères professionnelles ou, comme le dit plus joliment Montaigne, « *Il ne peut chaloir de quelle religion soit mon médecin et mon avocat. [...]. Et m'enquiers peu d'un laquais, s'il est chaste ; je cherche s'il est diligent. Et ne crains pas tant un muletier joueur que imbécile, ni un cuisinier jureur qu'ignorant*<sup>13</sup> ».

Par ailleurs, l'hypothèse d'une autonomisation des producteurs culturels par l'internationalisation se vérifie dans des contextes de guerre civile<sup>14</sup>. Tristan Leperlier et Candice Raymond ont respectivement montré que, chez les écrivains algériens de la Décennie

---

<sup>12</sup> Jacobo Grajales, *Gouverner dans la violence. Le paramilitarisme en Colombie*, Karthala, 2016.

<sup>13</sup> Michel de Montaigne, *Essais*, I, chapitre XXVIII, « De l'amitié », Œuvres complètes, Paris, Gallimard, 1962, p.191.

<sup>14</sup> Sapiro Gisèle, Tristan Leperlier, et Mohamed Amine Brahim, « Qu'est-ce qu'un champ intellectuel transnational ? », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 224, no. 4, 2018, p. 4-11.

noire (1992-2002) et les historiens du Liban en guerre (1975-1990), l'intensification des circulations transnationales et la réinscription des acteurs dans des réseaux internationaux de spécialistes ont été des vecteurs de leurs stratégies d'émancipation vis-à-vis des enjeux et des acteurs politiques du conflit<sup>15</sup>. De même, en sollicitant l'appui financier d'organisations transnationales, les sociologues croates visés par l'administration Tudjman ont pu contrecarrer sa politique de mise au pas des institutions de recherche<sup>16</sup>. La disparition des institutions du côté de l'insurrection peut avoir pour effet l'insertion immédiate des producteurs culturels en exil dans des circuits internationaux **comme en Syrie**. Enfin, dans les situations où les champs culturels sont clivés, des organisations internationales (fondations, ONG par exemple) peuvent tenter de maintenir un espace commun par l'organisation, éventuellement à l'étranger, de réunions ou de conférences.

Malgré la relation de compétition violente qu'ils entretiennent, les ordres sociaux (y compris ceux qui correspondent aux gouvernements légaux) ne peuvent pas être analysés de façon totalement indépendante en raison des rapports qu'ils entretiennent par le biais d'accords économiques ou de reconnaissance limitée des institutions concurrentes<sup>17</sup>. Dans le domaine du droit par exemple, les belligérants sont en compétition pour le même public et leur revendication à exercer une autorité exclusive sur l'ensemble du territoire national – ou sur une partie de celui-ci dans le cas d'insurrections sécessionnistes – maintient un espace commun dans lequel ils évoluent de manière relationnelle<sup>18</sup>. Ainsi, les spécialistes du droit peuvent collaborer, se répartir certaines activités, utiliser les mêmes codes de loi, partager certains critères qui définissent la compétence juridique, reconnaître les mêmes documents. Par exemple, en Afghanistan, les jugements et les titres de propriété du régime de Kaboul étaient reconnus par les tribunaux talibans sous certaines conditions. L'ensemble des acteurs juridiques d'une guerre civile restent ainsi pris dans un système d'interdépendance en tension dans la mesure où ils restent en concurrence pour la régulation du champ juridique.

Des logiques similaires de concurrence et de reconnaissance sont observables dans le domaine éducatif. En Côte d'Ivoire par exemple, les fonctionnaires de l'éducation continuaient

---

<sup>15</sup> Tristan Leperlier, *Une guerre des langues ? : le champ littéraire algérien pendant la « décennie noire » (1988-2003) : crise politique et consécration transnationales*, thèse, Paris, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 2015 et Candice Raymond, *Le métier d'historien au Liban. Sociohistoire d'une discipline indisciplinée*, Beyrouth, Presses de l'Ifpo, 2019.

<sup>16</sup> Candice Raymond (dir.), **titre** *op. cit.*

<sup>17</sup> On rejoint ici les observations de Paul Staniland, même si ces coopérations ne me semblent pas devoir déboucher sur une stabilisation, voir Paul Staniland, "States, Insurgents, and Wartime Political Orders", *Perspectives on politics*, juin 2012, Vol. 10/No. 2. Par ailleurs, Elizabeth Wood mentionne un accord entre l'armée et le FMLN au Salvador, *op.cit.*, pp. 135–147.

<sup>18</sup> **Adam Baczko, La guerre par le droit, op. cit.**

de recevoir leur salaire en zone rebelle et plusieurs missions gouvernementales ont été effectuées pour évaluer les enseignements réalisés dans les écoles réouvertes par la rébellion. De plus, les examens du baccalauréat ont pu être organisés en zone rebelle et les copies corrigées par des enseignants de la zone gouvernementale. Ce lien maintenu constitue un moyen pour l'État de montrer qu'il n'a pas complètement perdu la main sur le nord du pays et, pour les rebelles, de répondre à une demande sociale<sup>19</sup>. Dans une même logique, bien que les révolutionnaires syriens aient modifié certains aspects des programmes scolaires dans les premières années de la guerre civile, ils ont continué à employer des enseignants dont les salaires étaient payés par le régime et ont organisé le baccalauréat selon les procédures en vigueur en zone gouvernementale. En Afghanistan, les Taliban et le régime de Kaboul organisaient des réunions informelles pour assurer le maintien des écoles dans certaines zones sous le contrôle de l'insurrection.

Par ailleurs, les autorités politiques sont amenées à mettre en place des modalités de coopération et d'accommodement visibles notamment dans trois situations : l'encerclement d'une région, l'existence de biens indivisibles, la présence de ressources dont l'exploitation nécessite une coopération<sup>20</sup>. D'abord, les lignes de front se stabilisent parfois en laissant un quartier, un groupe de villages ou une région encerclés, ce qui favorise un régime particulier d'échanges où la circulation des biens et des personnes doit être négociée : taxation, mise en place de *check-points*, imposition de **quotas**, lettres d'autorisation pour les déplacements<sup>21</sup>. La ville de Qameshli (Syrie), où le gouvernement maintient une base militaire encerclée par les Kurdes du PYD est un exemple de ces arrangements pratiques. Ensuite, la division d'une ville ou d'une région pose parfois la question de la gestion de biens indivisibles, comme l'eau et l'électricité. La modification des réseaux physiques qui distribuent ces biens impliquerait des investissements lourds, impossibles à réaliser dans la plupart des cas<sup>22</sup>. Ainsi, des accords précaires, plus ou moins formalisés, sont fréquents pour permettre la continuité des services. Par exemple en Côte d'Ivoire entre 2002 et 2011, la distribution d'eau et d'électricité a continué en zone rebelle, malgré la division du pays et l'impossibilité pour le gouvernement central de

---

<sup>19</sup> Camille Popineau, *Faire l'école, faire l'État. Dynamiques rebelles de production d'un ordre étatique en Côte d'Ivoire (2002-2010)*, Mémoire de recherche, Université Paris 1, 2016, pp. 144-176.

<sup>20</sup> La monnaie est un autre enjeu de concurrence-coopération, Pierre France, « Des ors de la République et de la main invisible des milices. La banque centrale libanaise pendant la guerre civile » dans Jacobo Grajales et Romain Le Cour Grandmaison (dir.), *L'État malgré tout. Produire l'autorité dans la violence ?* Paris, Karthala, 2019, pp. 217-245.

<sup>21</sup> Leïla Vignal, « Produire, consommer, vivre : les pratiques économiques du quotidien dans la Syrie en guerre (2011-2018) », *Critique internationale*, 80, 2018, pp. 45-65.

<sup>22</sup> Éric Verdeil, « Électricité et territoires : un regard sur la crise libanaise », *Revue Tiers Monde*, vol. 198, n° 2, 2009, pp. 421-436.

facturer la consommation. De tels arrangements sont avérés à l'échelle de villes comme Beyrouth, Alep, Sarajevo, ou Bangui. Cependant, ils sont par nature instables dans la mesure où le blocus peut s'imposer à tout moment comme la solution la plus avantageuse pour un des protagonistes, d'où les coupures de courant et d'eau au Liban pendant la guerre civile ou en Côte d'Ivoire en 2004 lors du bombardement de Bouaké. Enfin, les ressources comme le pétrole, les mines et le gaz peuvent faire l'objet d'accords pour maintenir une exploitation. Ainsi, en 2013, des groupes syriens d'opposition s'emparent des puits d'hydrocarbure dans l'est du pays et gèrent la production et l'acheminement conjointement avec le régime de Damas qui contrôle les raffineries. Au Yémen, le gaz produit dans le sud du pays est transporté vers les régions aux mains des Houthis avec la complicité d'autorités locales sur la ligne de front, sans que ces arrangements ne reflètent des accords nationaux. De façon plus générale, la résilience du marché économique comme institution nationale explique la difficulté à autonomiser un espace économique sur une base territoriale ou identitaire. Le mouvement kurdiste en Turquie dans les années 2000 a en partie réussi à construire une société alternative du point de vue culturel, politique et institutionnel (notamment par le contrôle des mairies), mais a échoué à créer un sous-champ économique kurde autonome<sup>23</sup>.

### *Les capitaux : valeur et conversion*

Le retrait de l'Etat provoqué par la guerre civile modifie la valeur, les modalités de conversion et la hiérarchie des capitaux. La coexistence de plusieurs ordres sociaux fait qu'une même espèce de capital prend une valeur d'usage différente d'un ordre social à un autre. Les frontières internes, par exemple à un *check-point*, entre ces ordres sociaux constituent un site où s'observent les variations de la valeur d'usage d'un capital. Pour prendre l'exemple du capital identitaire en Syrie, être alaouite a des conséquences radicalement autres selon que l'on se trouve dans les zones gouvernementales ou celles contrôlées par l'État islamique. Dans le premier cas, le rapport avec les institutions est facilité, par exemple l'accès à l'emploi public ou l'attitude bienveillante des forces de sécurité ; dans le second, la mort est la sanction probable. Certaines situations moins tranchées donnent également à voir le coût lié à la différence de valeur d'une identité dans deux ordres sociaux. En Centrafrique, après l'arrivée de la mission de l'ONU fin 2013, les commerçants « musulmans » vivant dans l'enclave

---

<sup>23</sup> Nicolas Ressler-Fessy, « La formation contrariée d'un champ économique kurde en Turquie », in Gilles Dorronsoro (dir.), *Le Gouvernement des Kurdes. Gouvernement partisan et ordres sociaux alternatifs*. Paris, Karthala, « Hommes et sociétés », 2023, p. 177-199.

musulmane de PK5 à Bangui (contrôlée par les groupes d'autodéfense) sont en position favorable pour commercer dans les territoires de l'Est et du Nord du pays, contrôlés par des groupes rebelles (majoritairement musulmans), mais rencontrent des difficultés pour mener leurs affaires dans la capitale et l'ouest du pays, contrôlés par le gouvernement et des milices d'autodéfenses<sup>24</sup>.

**Différence entre champ et capital** Dans le champ académique, le capital scientifique est affecté par les ruptures dues à la guerre. Par exemple, un scientifique yougoslave perd une partie de son capital social avec l'éclatement de la Yougoslavie et la dissolution de l'ensemble des institutions savantes qui structuraient le milieu académique, alors que la phase post-guerre civile voit la reconstitution difficile d'un espace commun<sup>25</sup>. La guerre du Liban fournit par ailleurs de nombreux exemples du lien étroit entre capital politique et reconnaissance académique comme le montre Candice Raymond<sup>26</sup> :

« Le capital politique peut s'avérer partiellement convertible en reconnaissance par les pairs, dès lors que ces derniers ne fondent pas ou plus leurs jugements sur les seules « qualités » scientifiques, artistiques ou littéraires de l'acteur (donc sur les valeurs propres au champ), mais aussi sur son positionnement politique et sur son adhésion active ou tacite à une cause jugée légitime par tout ou partie des acteurs du champ. Par exemple, on peut émettre l'hypothèse que la notoriété acquise par certains intellectuels de Beyrouth-Ouest au cours des premières années de la guerre du Liban tient tout autant à leur proximité avec certaines organisations palestiniennes qu'aux qualités intrinsèques de leurs œuvres, à la fois parce qu'elle leur donne accès à certaines tribunes et à certains supports de publication et parce qu'elle signale un engagement dont la teneur est valorisée dans certains segments du champ (et qui les condamne à l'inverse parmi leurs homologues situés de l'autre côté de la ligne de front). Ce dernier exemple issu du cas libanais amène à une considération annexe : lorsque les transformations institutionnelles ont permis la formation de sous-champs culturels coexistant sur un même territoire national, ces différents sous-champs engagent chacun de nouvelles hiérarchies localisées et différentielles, fondées sur la valeur locale respective des différents capitaux détenus par les producteurs culturels. Le capital de reconnaissance spécifique, qu'il ait été acquis localement ou à l'international, ne devient une ressource au sein du champ local qu'en fonction du capital politique et du capital identitaire liés à l'ancrage local. »

La valeur d'un capital se détermine aussi en fonction de son évolution dans un autre ordre social. Ainsi, les régimes identitaires ne sont pas pleinement indépendants dans la mesure où, par exemple, les discriminations d'un camp contre un groupe entraînent ou justifient des mesures de rétorsion dans le camp adverse. Par exemple, en 2013 en Syrie, l'instrumentalisation

---

<sup>24</sup> Mathilde Tarif, « On ne devient pas commerçant entre midi et 13 heures ! ». Les conditions sociales du succès économique après la crise en République centrafricaine », *Politique africaine*, 2019, vol. 156, n° 4, p. 121-141.

<sup>25</sup> Voir Anne Madelain et Agustin Cosovschi, « L'espace post-yougoslave : un laboratoire des sciences humaines et sociales ? », *Revue d'histoire des sciences humaines* 32 | 2018, 1

<sup>26</sup> Candice Raymond, « Producteurs culturels et politisation de la culture en situation de guerre civile », Colloque Social Dynamics of civil Wars, Paris, octobre 2021.

des alaouites par le régime de Damas entraîne leur exclusion à peu près systématique de l'ASL (Armée syrienne libre)<sup>27</sup>. Ils sont en ce sens co-construits, ce qui indique que la valeur du capital identitaire – mais la remarque serait probablement valable pour d'autres capitaux - est fixée par un mécanisme de comparaison implicite.

Plus que dans les situations routinières, la valeur de certains capitaux dépend d'institutions non étatiques, voire étrangères. Dans le cas d'interventions de grande ampleur, en Afghanistan ou en Irak par exemple, les opérateurs internationaux sont en position de fixer certaines règles du jeu social. Parler certaines langues étrangères, une composante du capital culturel, devient une ressource sur le marché du travail : le russe dans les années 1980, puis l'anglais en Afghanistan ou en Irak dans les années 2000, le russe dans les pays sahéliers depuis le retrait français. Sur un autre plan, la valeur du capital identitaire est influencée par des institutions internationales, des ONG ou des Etats étrangers. Par exemple, les actions internationales en faveur de minorités (chrétiens d'Orient en Syrie et en Irak, Yézidi en Irak) transforment la valeur d'une identité, de même que les politiques de recrutement des organisations internationales et des ONG qui visent à assurer une représentation de certaines catégories (selon des critères identitaires ou de genre).

De plus, les situations de guerre civile sont propices à des variations *fortes et corrélées* de la valeur des différentes espèces de capital. Cette instabilité est une conséquence de la polarisation politique mentionnée plus haut : un individu voit *simultanément* augmenter ou diminuer son capital économique ou social, en général à partir d'un élément saillant comme l'affiliation politique ou l'assignation identitaire. Dans certains conflits, le capital identitaire détermine le destin d'un individu, jusqu'à nier le poids de toutes ses autres propriétés. Le bouleversement des hiérarchies identitaires, par exemple au Rwanda, en Irak, en Afghanistan ou en Syrie, modifie totalement la position sociale d'un individu en quelques mois. **Par exemple, la valeur et la propriété du foncier (source de conflits dans la plupart des sociétés en guerre civile) peuvent être remis en cause en fonction des autorités publiques en charge d'un territoire.** Ainsi, la politique de kurdification de la région de Kirkouk après 2003 – en réponse à la politique d'arabisation de Saddam Hussein – a conduit à l'éviction de populations non kurdes qui possédaient des titres de propriété obtenus sous le régime précédent<sup>28</sup>.

La guerre civile affecte les mécanismes qui fixent le taux de conversion, soit ce qu'un agent obtient en probabilité quand il mobilise une espèce de capital pour obtenir une autre

---

<sup>27</sup> Adam Baczko, Gilles Dorransoro et Arthur Quesnay, *Civil War in Syria: Mobilization and Competing Social Orders*, Cambridge, Cambridge University Press, 2018.

<sup>28</sup> Arthur Quesnay, *La guerre civile irakienne... op. cit.*

espèce de capital. La conversion peut s'opérer sous l'égide d'institutions internationales comme le montrent les opérations de DDR (Désarmement, Démobilisation, Réintégration) qui fixe le taux de conversion entre capital militaire et capital économique (ou politique), comme je le montrerai plus en détail au chapitre 9. Les circuits de conversion sont transformés, par exemple le capital religieux se convertit en capital politique ou le capital économique en capital militaire. Par exemple, en Syrie, des notables et des hommes d'affaire ont investi leurs ressources pour former des groupes armés dans la période de 2012-2013, ce qui est également le cas au Mali pour le MNLA (Mouvement national de libération de l'Azawad). Enfin, ces conversions sont souvent risquées, ce qui renvoie à l'imprévisibilité du contexte et à la co-variation des capitaux mentionnée ci-dessus. Par exemple, un personnage charismatique religieux peut perdre sa légitimité religieuse du fait de ses activités dans le champ politique, comme ce fut le cas en Afghanistan avec les familles Gaylani et Mojaddidi dans les années 1980<sup>29</sup>.

Les guerres civiles se caractérisent à la fois par une redistribution plus inégalitaire, une nouvelle hiérarchie entre celles-ci et une destruction de différentes espèces de capital. Une guerre civile peut, en effet, induire un appauvrissement de la société, du fait de la perte des droits de propriété suite à une modification du cadastre, d'une hyper-inflation, des destructions des biens immobiliers (ou une impossibilité de les vendre) et des moyens de production, en plus des destructions physiques. La Syrie en est un exemple avec un PIB ramené à ce qu'il était trente ans plus tôt<sup>30</sup>. Cet appauvrissement n'est pas seulement économique : l'incapacité d'acquérir un capital scolaire en raison de la fermeture des écoles représente une perte difficilement rattrapable qui conditionne les trajectoires biographiques. De même, la disparition des réseaux de sociabilité qui résulte de la division du territoire, de l'exil ou de l'insécurité conduit à une perte de capital social.

Une minorité peut accumuler un capital militaire ou un capital politique qui permettra une ascension sociale dans un contexte d'appauvrissement général. En dehors des trajectoires militantes longues, les guerres civiles permettent la formation d'un capital politique par le biais des mobilisations. En Syrie, à partir de 2012, dans les zones sous contrôle des insurgés, les groupes de militants agissent au grand jour et développent une **hyper-sociabilité** caractéristique des périodes révolutionnaires. Certains militants tiennent table ouverte et rassemblent différents

---

<sup>29</sup> Gilles Dorronsoro, *La révolution afghane*, Paris, Karthala 2000, chapitre 4.

<sup>30</sup> En Syrie, la Banque mondiale estime que les conséquences du conflit se chiffrent à une perte cumulée du PIB de 226 milliards de dollars entre 2011 et 2016. Voir les données de la Banque mondiale, <https://www.banquemondiale.org/fr/country/syria/overview> (Consulté le 13 décembre 2019).

réseaux jusque-là cloisonnés dans la clandestinité. Dans ces lieux de sociabilité, la révolution se met en récit ; des militants tout juste sortis de prison retrouvent leurs amis ; de nouveaux contacts se nouent ; des projets collectifs s'élaborent. **L'hyper-sociabilité** des milieux révolutionnaires se développe largement en dehors des logiques familiales, clientélistes ou communautaires. Le capital social qui émerge de ces contacts est déconnecté de celui accumulé avant la guerre<sup>31</sup> et peut ensuite devenir politique dans la mesure où il permet l'accès à des positions de pouvoir au sein des institutions de l'insurrection.

La consolidation de l'emprise d'un groupe armé amène l'établissement d'institutions et la distribution de positions de pouvoir qui favorisent les élites du mouvement armé. L'engagement militant ou armé offre ainsi la possibilité d'ascensions sociales en fonction de la violence du conflit. En particulier, le fort *turn-over* des cadres et des combattants dans les contextes de guerre favorise l'accès à des postes pour lesquels les individus ne posséderaient pas les origines sociales ou les compétences requises en situation routinière (on trouve ici un équivalent des purges dans le régime stalinien). Au sein des organisations politico-militaires, le capital politique lié à l'engagement militant explique des ascensions sociales parfois spectaculaires, sachant que plus les mouvements sont révolutionnaires, plus les trajectoires improbables sont fréquentes. Les logiques de brassage social peuvent être institutionnalisées dans certains mouvements armés, par exemple le PKK, qui mélange des étudiants, des paysans, des jeunes urbains des milieux populaires ou de la classe moyenne<sup>32</sup>. En ce sens, les mouvements insurgés représentent parfois la revanche des cadets sociaux et la guerre civile crée les conditions d'une renégociation des hiérarchies et d'une ouverture du champ des possibles. Par ailleurs, les organisations politiques sont des espaces où l'assignation genrée des rôles peut être transformée. Ainsi, l'inclusion des femmes dans des mouvements armés, par exemple les milices chrétiennes au Liban, du FMLN (Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional) ou du PKK, permet l'accession à des positions de pouvoir difficilement imaginables dans la société d'avant-guerre libanaise, salvadorienne ou turque<sup>33</sup>. Comme l'explique François Guillemot, les jeunes femmes qui combattent au sein du Vietminh sont en rupture avec le modèle confucéen de réserve et de chasteté ; leur engagement au sein du parti est alors d'autant

---

<sup>31</sup> Adam Baczko, Gilles Dorransoro et Arthur Quesnay, « Le capital social révolutionnaire », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2016, vol. 211-212, n° 1, p. 24-35.

<sup>32</sup> Olivier Grojean, *La révolution kurde. Le PKK et la fabrique d'une utopie*, Paris, La Découverte, 2017.

<sup>33</sup> Jocelyn Viterna, *Women in War: The Micro-processes of Mobilization in El Salvador*, Oxford, Oxford University Press, 2013 ; Floriane Soulié-Caraguel, « Quand les miliciennes deviennent femmes : le façonnage des féminités dans les milices chrétiennes pendant la guerre du Liban », *Critique internationale*, 2021, vol. 93, n° 4, p. 9-28 ; Sarah Guillemet, « Quand le genre est une frontière : l'intégration des femmes à la lutte armée comme enjeu de la concurrence entre le PKK et le Komala » dans *Le Gouvernement des Kurdes*, Karthala, 2023, p. 87-102.

plus total, voire sacrificiel<sup>34</sup>. En République centrafricaine et en Côte d'Ivoire, on observe des cas de soldats analphabètes d'origine modeste propulsés à des postes de commandement au sein des groupes armés et qui représentent ensuite leur mouvement dans des négociations internationales. Les biographies donnent ainsi à voir à la fois des ruptures, des déclassements et des ascensions sociales. Par exemple, l'engagement d'un jeune homme fils d'un diplomate malien au sein du Mouvement national de libération de l'Azawad a provoqué un déclassement social brutal : pendant le conflit, il a fait le choix de se marier avec une jeune femme analphabète et de s'installer dans un campement en brousse, alors qu'il avait jusque-là toujours vécu dans un milieu d'intellectuels bourgeois dans une villa au centre de Bamako et que sa fiancée terminait un doctorat aux États-Unis<sup>35</sup>. Par ailleurs, les positions collectives peuvent également être affectées : Bermal Karli et Hardy Mède ont ainsi montré les trajectoires divergentes de clans kurdes selon leur participation à la lutte antigouvernementale en Irak<sup>36</sup>.

Par ailleurs, l'accumulation économique dans les conflits ne résulte généralement pas de mécanismes de marché, mais de liens personnels avec les autorités politiques ou d'une position particulière au sein de l'administration. En effet, la garantie étatique (sous la forme du droit) s'affaiblit ou disparaît avec notamment les phénomènes de captation et de pillage qui concernent autant la partie gouvernementale (quand elle existe) que l'opposition armée. Le capital social permet alors de pallier l'absence de garanties dans les transactions, une fonction en partie remplie par l'État dans les contextes routiniers. Un réseau de connaissances permet de parer à l'incertitude liée aux activités des groupes armés et de naviguer entre les différents ordres sociaux, ouvrant ainsi des possibilités de profits matériels ou autres. Par exemple, Jeroen Cuvelier a analysé le cas de John Kotiram, un entrepreneur thaïlandais, qui a obtenu des concessions d'exploitation et d'exportation de bois précieux grâce à ses liens avec le RCD-Goma<sup>37</sup>. En République centrafricaine, les commerçants de la capitale qui entretenaient des relations avec des partenaires et avec les groupes armés sur l'ensemble du territoire sont parvenus à maintenir leurs activités marchandes tout au long de la crise et à conserver, voire à gagner, des parts de marché<sup>38</sup>.

---

<sup>34</sup> François Guillemot, *Des Vietnamiennes dans la guerre civile. L'autre moitié de la guerre, 1945-1975*, Les Indes savantes, 2014.

<sup>35</sup> Voir Denia Chebli, à paraître.

<sup>36</sup> Bermal Karli et Mède Hardy, « Ressources et stratégies notabilières à l'épreuve du temps. Grandeur et déclassement des notables Miran du Kurdistan d'Irak », *A contrario*, vol. 14, no. 2, 2010, pp. 92-110.

<sup>37</sup> Jeroen Cuvelier, « Linking the Local to the Global: Legal Pluralisme in DRC Conflict » in Koen Vlassenroot et Timothy Raeymaekers (dir.), *Conflict and Social Transformation in Eastern DR Congo*, Eekhout, Academia Press, 2004, p. 199-215.

<sup>38</sup> Mathilde Tarif, « On ne devient pas commerçant entre midi et 13 heures ! » art. cit.

Le capital politique ouvre également la possibilité d'une accumulation économique privée, en particulier dans les organisations patrimoniales. Par exemple, dans les années 1980, le leader d'un parti afghan, *mawlawi* Khalès, avait mis à son nom la flotte de plusieurs centaines de camions utilisés pour les transports entre l'Afghanistan et le Pakistan. La pratique du *straddling*, l'enrichissement par des activités privées en lien avec une fonction publique, s'accroît dans les guerres civiles au point de devenir une source essentielle d'accumulation. Dans la rébellion ivoirienne, l'absence de dispositifs visant à assurer la discipline des membres laissait par exemple les cadres locaux relativement libres de détourner des fonds<sup>39</sup>. Citer popi Ainsi en est-il d'un intermédiaire dans le domaine du cacao avant la guerre, devenu l'un des régisseurs financiers de la zone rebelle de Séguéla, particulièrement riche en matières premières. Parallèlement à ce poste, il a amélioré la rentabilité des cultures par l'introduction de meilleurs plants et en réutilisant ses compétences commerciales pour négocier les prix de vente : être positionné à la fois dans et en dehors de l'institution rebelle, lui a permis une accumulation économique considérable.

Enfin, les relations entre opérateurs économiques nationaux et internationaux sont l'élément explicatif des accumulations rapides dans les interventions internationales. Les ressources extérieures sont détournées par la mise en place de circuits de captation utilisant des techniques légales (multiplication des sous-traitants) ou criminelles (détournements à grande échelle, corruption), comme on a pu le voir en Afghanistan ou en Irak. En particulier, les rapports SIGAR (Special inspector general for Afghanistan reconstruction) ont précisément documenté les détournements des fonds américains par les opérateurs économiques internationaux et leurs relais afghans<sup>40</sup>.

Les transformations de l'espace social semblent donc favoriser des trajectoires *improbables*, mais cette hypothèse pose immédiatement une question méthodologique : comment décider que la trajectoire d'un individu pris dans une guerre civile est différente de ce qu'elle aurait été si les structures sociales étaient restées inchangées ? Le recueil de biographies permet jusqu'à un certain point d'apprécier ce qu'est une trajectoire improbable à partir d'indices multiples, dont la mise en récit que les acteurs proposent eux-mêmes de leur trajectoire. L'exil, la dispersion des familles, la perte de la totalité du capital économique sont des ruptures *a priori* peu probables dans une situation routinière. Mais la zone d'incertitude reste significative, car certaines transformations ne tiennent pas uniquement à la guerre, mais à des dynamiques de longue durée, comme l'urbanisation. Pour autant, l'inertie sociale ne

---

<sup>39</sup> Camille Popineau, *op. cit.*

<sup>40</sup> Tous les rapports sont publics : <https://www.sigar.mil/AllReports/>

disparaît pas et on constate la fragilité de ces trajectoires atypiques, où le capital politique n'a qu'une valeur marginale en dehors de l'organisation et du temps de la mobilisation armée. Certaines institutions créées dans la guerre reprennent et réinvestissent les schèmes passés et reproduisent des normes similaires qui vont favoriser la résurgence de rapports de domination passés. Par exemple Mats Utas et Jocelyn Viterna montrent que, au Liberia et au Salvador, l'engagement des femmes n'est pas incompatible le maintien de formes genrées de domination<sup>41</sup>. Par ailleurs, les institutions syriennes de l'opposition (municipalités notamment) montrent le poids des capitaux initiaux, notamment scolaires, dans la répartition des tâches, les plus diplômés monopolisant sans surprise les postes à responsabilité avec cependant une absence notable des élites sociales généralement en exil. Enfin, ces formes d'ascension sociale sont précaires, car elles restent dépendantes de la fortune des armes.

### *La reconfiguration des groupes sociaux*

La transformation de l'espace social entraîne l'éclatement, la disparition ou la constitution de nouveaux groupes sociaux, ainsi qu'une transformation de leurs rapports. Un même groupe social est soumis à des régimes différents en raison des politiques divergentes mises en œuvre par les autorités publiques au sein des différents ordres sociaux. En Syrie, le pillage des usines par les groupes armés a chassé les entrepreneurs vers la zone gouvernementale ou l'exil. Dans des cas extrêmes, un groupe social cohérent avant-guerre par ses pratiques, son mode de vie et ses représentations peut ainsi disparaître dans un ordre social tout en se maintenant dans l'autre. Par exemple, la bourgeoisie durant la guerre civile vietnamienne est éliminée dès 1956 en République démocratique du Viet Nam, mais se maintient et prospère au Sud. De même, dans la période 1978-79, le régime communiste en Afghanistan entreprend une liquidation physique des notables et des religieux, indépendamment de toute manifestation d'opposition de leur part. Dans la décennie qui suit, le destin social des notables ruraux n'a pas été le même du côté gouvernemental, où une politique de suppression des grandes propriétés foncières avait été mise en place, et du côté des zones insurgées, où les mouvements s'opposaient à toute réforme de la propriété foncière<sup>42</sup>.

---

<sup>41</sup> Mats Utas, « Victimcy, Girlfriending, Soldiering: Tactic Agency in a Young Woman's Social Navigation of the Liberian War Zone », *Anthropological Quarterly*, 6 juin 2005, vol. 78, n° 2, pp. 403-430 ; Jocelyn Viterna, *Women in War*, *op. cit.*

<sup>42</sup> Pierre Centlivres et Micheline Centlivres-Demont, « Les réformes agraires en Afghanistan, de la fin de la monarchie à la chute des talibans », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, 2013, n° 133, p. 45-61.

A l'inverse, des groupes sociaux parviennent à garder une cohérence sur l'ensemble du territoire en dépit de leur fragmentation géographique. Leur capacité à faire groupe malgré l'éclatement territorial est favorisée par l'existence de réseaux sociaux denses et transnationaux ou des solidarités corporatistes anciennes fondées sur des liens familiaux ou communautaires, lesquels assurent la circulation des individus entre différents ordres sociaux. Par exemple, les commerçants musulmans centrafricains qui ont dû fuir durant le pic de violences en 2014 n'ont pas été affectés de la même manière selon qu'ils étaient des grossistes connectés à des réseaux familiaux dans toute la sous-région et disposant d'un important capital financier ou des petits commerçants avec peu de capitaux ou de liens à l'international et, désormais, réfugiés dans des camps à la frontière camerounaise et tchadienne<sup>43</sup>.

Le groupes des fonctionnaires, dont la place est particulière en raison de leur relation avec l'Etat, peut parfois se maintenir en raison à la fois de considérations économiques et d'un ethos spécifique. Ces derniers gardent souvent une certaine unité sur l'ensemble du territoire, qu'ils se trouvent en zone insurgée ou gouvernementale, car l'État continue à payer les salaires dans les zones insurgées. Ainsi, la simple conservation d'un salaire peut constituer un privilège dans une situation d'appauvrissement généralisé, par exemple dans les zones contrôlées par l'Etat islamique en Irak en 2014, dans le nord du Mali en 2012, dans la zone rebelle en Côte d'Ivoire en 2002 ou dans les zones de l'insurrection en Syrie en 2011. Au Sri Lanka, dans les régions sous le contrôle du LTTE, les fonctionnaires travaillaient à la fois pour le régime et pour l'insurrection. Par ailleurs, le maintien d'un ensemble de valeurs et d'un ethos spécifique explique que, même sans rémunération significative, les fonctionnaires gardent un statut et une position particulière. En Côte d'Ivoire par exemple, les mêmes pratiques, habitudes et représentations subsistent tout au long de la guerre parmi les fonctionnaires de l'éducation, qu'ils soient localisés dans la zone nordiste ou sudiste<sup>44</sup>. Au Soudan du Sud, les fonctionnaires subissent un fort déclassement pendant la guerre. La dévaluation de leur salaire remet en cause leur position sociale : à la fin du conflit, ils reçoivent l'équivalent d'une bassine de farine tous les sept mois perdant ainsi leur capital économique. Cependant, malgré ce déclassement, ils continuent de montrer une allégeance à l'Etat<sup>45</sup>. La force de l'imaginaire étatique dans les guerres civiles tend, au moment même où l'Etat est en crise, à favoriser chez certains le pari d'une reconstruction et le maintien de routines bureaucratiques.

---

<sup>43</sup> Mathilde Tarif, « On ne devient pas commerçant entre midi et 13 heures ! » art. cit.

<sup>44</sup> Voir Camille Popineau, *Faire l'école, faire l'État. Dynamiques rebelles de reproduction d'un ordre étatique en Côte d'Ivoire (2002-2010)*, Mémoire de recherche, Université Paris 1, 2016.

<sup>45</sup> Emmanuelle Veuillet, *L'État du cheptel Guerres Civiles, accumulation et régimes d'inégalités en Equatoria-Occidental, Soudan du Sud*, thèse Paris 1, 2023.

La guerre produit également de nouveaux groupes sociaux. Certains individus sont ainsi amenés à partager les mêmes conditions matérielles, le même mode de vie, les mêmes représentations en raison de leur expérience du conflit. Des groupes mobilisés peuvent alors naître, davantage fondés sur une expérience commune, éventuellement traumatique, que sur une position socio-économique similaire. Les déplacés internes et les réfugiés ne partagent pas initialement une condition sociale comparable, mais ils éprouvent des conditions de vie communes dans les camps et partagent l'expérience collective du déplacement. En obtenant le statut de « réfugiés » ou de « déplacés internes », ils constituent un groupe reconnu, identifié comme tel par les insurrections, les gouvernements et les institutions internationales. Le cas du conflit séparatiste géorgien est symptomatique : les déplacés internes, après plusieurs années, finissent par obtenir une reconnaissance internationale de leur statut et accèdent en conséquence à des logements et des avantages sociaux redistribués par l'État.

Les groupes ethniques se redéfinissent également sous l'effet du conflit. Les habitants de la vallée du Panjshir en Afghanistan ont gagné une notoriété nationale grâce au commandant Massoud, originaire de la vallée, au point de constituer un groupe spécifique, les Panjshiris. De même, les Ouzbeks et les Turkmènes sont regroupés dans une même catégorie « turcique » en Afghanistan du fait de l'émergence d'une milice et du soutien de la Turquie<sup>46</sup>. En Bosnie, Ivana Macek montre comment, lors du siège de la ville, les Sarajéviens se virent de plus en plus contraints à se reconnaître dans des identités ethno-nationales auparavant peu pertinentes. Cette réorganisation de la vie sociale a constitué une nouveauté pour les habitants, qui ont fréquemment tenté de résister à ce processus d'assignation. Ces nouvelles identités se sont cependant imposées, car l'insécurité due à la guerre faisait de ces appartenances un cadre de solidarité et une garantie politique<sup>47</sup>.

Plus généralement, la guerre civile entraîne une redéfinition des régimes identitaires. L'accès aux armes a des conséquences déterminantes sur la place respective des groupes. Ainsi, Charles Grémont développe le cas d'un groupe au Nord Mali qui dans le contexte de guerre civile parvient à s'émanciper de sa position dominée<sup>48</sup>. La même remarque est valable avec les Hazaras, un groupe chiite en bas de la hiérarchie ethnique en Afghanistan, qui parvient dans la guerre à s'armer et à remettre en cause sa marginalité sociale, au moins pour un temps.

---

<sup>46</sup> Gilles Dorronsoro, *La révolution afghane : des communistes aux tâlebân*, Paris, Karthala, 2000.

<sup>47</sup> Ivana Macek, *Sarajevo Under Siege: Anthropology in Wartime*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 2009.

<sup>48</sup> Charles Grémont « Dans le piège des offres de violence. Concurrences, protections et représailles dans la région de Ménaka (Nord-Mali, 2000-2018) », *Hérodote*, vol. 172, no. 1, 2019, pp. 43-62.

<sup>48</sup> Gayer Laurent et Jaffrelot Christophe, *Milices armées d'Asie du Sud*, Paris, Presses de Sciences-po, 2008.

L'anthropologie populaire, les représentations diffusées sous forme de plaisanteries, de lieux communs, de rumeurs, intègre des modifications de la représentationémique et étique du groupe. De ce point de vue, les héros combattants projettent une image de force ou de cruauté qui reconfigure les attentes et produit éventuellement des sentiments d'approbation collective. Le principe de classement dominant peut être transformé si la hiérarchie ethnique devient une hiérarchie religieuse avec pour effet de redistribuer les solidarités. Ces transformations ont des effets très concrets pour les individus comme le montre Emmanuelle Veillet dans le cas du Soudan du Sud.

#### La transformation des régimes identitaires par Emmanuelle Veillet<sup>49</sup>

« Le clivage qui se joue dans le conflit actuel au Soudan du sud ne semble pas être la reprise de catégories antérieures ni la simple réactivation de leur signification passée. Bien qu'en reprenant ces mêmes catégories : « Dinka », « non-Dinka », « Equatorien·ne·s », les parties voguent sur des imaginaires constitués, elles attribuent à ces catégories un contenu et une signification tout à fait distincts. Si antérieurement il y a, à la fois dans l'ethnisation des discours et dans les catégorisations ethniques, il semble important de voir leur transformation au cours du temps et dans leurs mobilisations.

On remarque notamment du côté de l'opposition que la catégorie « Dinka », associée à la catégorie de l'ennemi·e, ne s'applique pas aux seules personnes d'appartenance dinka. En 2015, pendant le conflit à Maridi, plusieurs personnes m'ont raconté des incidents au cours desquels des personnes non-dinka furent prises pour cibles par l'opposition en raison de leur parenté avec une personne dinka. Un jeune homme dinka, aujourd'hui boucher à Maridi, raconte que la jeune femme Moru à qui il était marié a été tuée en juin 2015 avec ses enfants alors qu'ils tentaient de fuir les violences en ville. De fait l'assignation à la catégorie « Dinka » n'est plus une question d'appartenance ethnique individuelle mais de comportements individuels jugés répréhensibles par l'opposition (car favorisant le camp du gouvernement).

D'ailleurs, cette logique d'association peut se faire de manière collective et indiscriminée : l'ensemble du groupe est catégorisé comme ennemi à partir des comportements répréhensibles d'un individu appartenant à ce groupe. Ainsi, derrière cette catégorie « Dinka » utilisée par l'opposition pour cibler l'ennemi se dissimule finalement des logiques d'association multiples pour désigner qui est considéré·e Dinka, ou du côté des Dinka. De même que l'ethnicité dinka est d'abord considérée par l'opposition comme le marqueur d'une allégeance au gouvernement, l'affiliation politique est déduite de la parenté avec un Dinka, des liens ou des activités supposés avec des individus dinka comme de la nationalité des personnes originaires d'un pays allié au gouvernement sud-soudanais. Cette définition donnée à la catégorie Dinka est alors distincte de la définition retenue par le gouvernement, qui demeure une définition restreinte et réduite au groupe d'appartenance d'origine.

Finalement, les logiques d'association sont relativement distinctes d'un régime identitaire à l'autre et par conséquent le fait d'être assigné·e par un belligérant à une catégorie ethnique ne vaut pas systématiquement association à la même catégorie dans l'autre régime identitaire. En effet, il n'y a pas d'homologie systématique entre les catégories de sorte que toute personne considérée comme « dinka » d'un côté l'est aussi de l'autre, ou que toute

---

<sup>49</sup> Emmanuelle Veillet, « Guerre civile et régimes identitaires : l'ethnisation du conflit en Équatoria-Occidental (Soudan du Sud) », *Critique internationale*, vol. 95, no. 2, 2022, pp. 112-131.

personne vue comme « équatorienne » d'un côté le soit aussi de l'autre. Par exemple, une personne non-dinka peut à la fois être vue comme non-dinka du côté du gouvernement et comme dinka du côté de l'opposition. C'est le cas d'ailleurs de la famille de cette femme Nvoyo dont on vient de citer l'entretien : tandis que l'opposition les considère comme faisant partie des gens des dinka, le gouvernement les considère comme soutien des rebelles.

Enfin, ces catégorisations ethniques telles qu'elles sont définies et déployées par les parties en conflit ont la particularité d'être objectivées par des modalités relativement éclectiques qui illustrent une vision à la fois rigide et lâche de l'appartenance. En effet, dans le ciblage opéré par les parties en conflit, ces dernières s'appuient très souvent sur des critères objectifs difficilement dissimulables comme certains traits physiques (teint de peau, scarifications, avulsions dentaires), la langue parlée ou l'accent de la personne, autant de critères propres à des groupes ethniques particuliers. Cependant, dans d'autres situations, elles peuvent aussi faire valoir des critères plus subjectifs et moins apparents : les relations individuelles et personnelles, la nationalité d'une personne ou celle de ses parents par exemple.

Ainsi, le fait que soient mobilisées par les belligérants des catégories ethniques préexistantes au conflit tend à invisibiliser la nouveauté de ces catégories et des logiques d'association plus larges qui se jouent derrière ce répertoire ethnique. En effet, l'analyse de ces catégories et de leur emploi nous permet de mettre en lumière le caractère éminemment politique de l'identification et de la catégorisation mises en place par les belligérants. »

Les opérateurs internationaux sont parfois à l'origine de la formation de nouveaux groupes sociaux. L'une des situations les plus fréquentes dans le cas d'une intervention étrangère est l'apparition de relais locaux qui constituent un ensemble d'individus partageant des habitus en partie similaires : codes sociaux du milieu de l'aide, compétences linguistiques, capital social international, notamment dans les ONG et les organisations internationales<sup>50</sup>. Grâce aux ressources internationales, ce groupe parvient à asseoir ou à consolider sa position au sein de la société. Certains individus, initialement peu dotés en capitaux peuvent aussi bénéficier des ressources de l'international : chauffeurs, mécaniciens, femmes de ménage, gardiens, ou encore cuisiniers au sein d'ONG, et qui gagnent des salaires de plusieurs centaines de dollars, très conséquents localement<sup>51</sup>. Leur socialisation auprès de salariés expatriés leur permet aussi d'acquérir progressivement les codes sociaux occidentaux et certains parviennent à monter dans la hiérarchie à des postes plus techniques : en RCA, il n'est pas rare de voir des femmes de ménage embauchées de longue date devenir responsables d'entrepôt ou des chauffeurs chevronnés devenir agents communautaires<sup>52</sup>.

---

<sup>50</sup> Sur les courtiers, voir notamment Thomas Birschenk, Jean-Pierre Chauveau et Jean-Pierre Olivier de Sardan (dir.) *Courtiers en développement*, Paris, APAD-Karthala, 2000.

<sup>51</sup> Romain Lecler, Yohann Morival et Yasmine Bouagga, « Pour une ethnographie des professionnels de l'international », *Critique internationale*, 22 novembre 2018, vol. 81, n° 4, p. 9-20.

<sup>52</sup> Sur certains terrains, le métier de chauffeur devient une position stratégique. Il met les locaux en contact étroit avec les expatriés et suppose d'acquérir des compétences relationnelles et, parfois, politiques pour négocier les passages.

Cependant, ces ascensions restent fragiles : si l'entregent ou des compétences techniques spécifiques comptent indéniablement dans la capacité de certains à tirer profit de la présence des acteurs internationaux, les contingences liées à l'arrivée des ONG restent néanmoins déterminantes pour ces profils moins qualifiés. La collaboration avec des acteurs transnationaux offre des opportunités d'accumulation économique limitées, la progression des « employés locaux » (*local staff*) dans l'organisation étant souvent fixée par des règles bureaucratiques (salaires plafonnés notamment). Outre des avantages économiques certains, il faut souligner que l'engagement dans une ONG ou une organisation internationale correspond également à une stratégie de protection dans un contexte de guerre. En effet, le label humanitaire permet généralement d'être perçu comme neutre, en dehors de la lutte politique. Ces stratégies ne sont d'ailleurs pas le monopole des acteurs locaux. Les étrangers utilisent également le passage dans les zones de guerre comme un accélérateur de carrière, par exemple les pigistes présents sur les zones de guerre qui valorisent cette expérience pour accéder à des emplois stables dans les grands médias. Des dynamiques similaires sont observables chez les militaires, les humanitaires ou les diplomates, le passage par un pays en guerre étant socialement valorisé dans ces milieux.

L'existence de propriétés objectives partagées n'implique pas nécessairement la formation d'une classe mobilisée. L'incertitude peut empêcher les stratégies de reproduction (investissements économiques, éducation, alliances matrimoniales), en particulier pour les élites. Celles-ci, incapables de définir et de défendre des intérêts communs, privilégient les stratégies à court terme orientées vers la captation des ressources et l'exil anticipé (famille et capital économique à l'étranger) comme on l'a vu en Afghanistan et aujourd'hui au Sahel. C'est le cas lorsque l'élite nationale investit à l'étranger pour protéger son capital économique ou qu'elle scolarise massivement ses enfants hors du pays. Cette évolution des modes d'investissement, et la fracture de l'élite qui en découle, ne constituent pas une spécificité absolue des périodes de guerre civile, sauf par le niveau d'extraversion et l'ampleur des pratiques de captation qui détruisent les institutions. Ainsi, le système de prébendes qui a caractérisé le régime d'Hamid Karzai en Afghanistan impliquait des fuites de capitaux, bien documentées, pour l'équivalent d'un tiers du PIB annuel. L'incertitude change l'horizon temporel des investissements. En temps de paix, les élites ont typiquement des stratégies de reproduction qui passent par des investissements de long terme permises par le contrôle institutionnel et l'investissement financier dans un système qui est la condition de leur reproduction et donc de leur existence. De ce point de vue, l'évolution des stratégies d'investissement des élites est un indice de l'incertitude liée à la guerre. C'est un moment

d'effritement de la cohésion de l'élite en tant que groupe du fait de l'absence de stratégies de reproduction - qui affaiblit le système qui les reproduit.

\*\*\*

Ce chapitre a décrit les transformations de l'espace social à partir de trois dimensions : les champs, les capitaux et les groupes sociaux. Si les variations sont importantes d'une guerre civile à l'autre, on a cependant pu voir des phénomènes convergents. En particulier, les champs se divisent et les capitaux prennent une valeur différente d'un ordre social à un autre. De même, les groupes sociaux se redéfinissent dans la guerre et l'économie politique qui les hiérarchise est transformée par les mouvements politiques ou les gouvernements.